

NOTE DE SYNTHÈSE

Séance du Conseil Municipal du 17 Février 2009

I – APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 8 DECEMBRE 2008.

II – APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 19 JANVIER 2009.

→ approbation reportée au prochain Conseil municipal.

III – DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2009.

→ document joint à la note de synthèse.

IV – AFFAIRES GENERALES

IV/1 - MODIFICATION DES STATUTS DU SIAEP DE LA FAYE.

→ statuts modifiés joints à la note de synthèse.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le Conseil Syndical du SIAEP de la Faye a approuvé à l'unanimité la modification de ses statuts lors de sa séance du 9 décembre 2008.

Cette modification a pour but de prendre en compte l'évolution actuelle et future du SIAEP de la Faye.

Conformément à l'article L.5211-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal doit se prononcer sur la modification des statuts du SIAEP de la Faye dans un délai de trois mois suivant la notification de la délibération du S.I.A.E.P. de la Faye. A défaut de délibération dans ce délai, la décision du Conseil Municipal est réputée favorable.

Vu la modification des statuts annexés à la présente délibération,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'approuver la modification des statuts du SIAEP de la Faye tels qu'annexés à la présente délibération.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

IV/2 - MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE DE LA LIGNE FERROVIAIRE COURPIERE-SEMBADEL.

Monsieur le Maire rappelle que les statuts initiaux du Syndicat de la Ligne Ferroviaire Courpière-Sembadel devenu depuis lors Syndicat Mixte ont été adoptés en 1990.

Les évolutions dans l'activité du syndicat justifieraient qu'il puisse se porter acquéreur auprès de Réseau Ferré de France de la portion de ligne comprise entre Courpière et Pont de Dore, ce qui n'est pas prévu dans les statuts actuels.

Il propose donc de modifier les articles 1 et 2 des statuts du syndicat mixte de la façon suivante :

ARTICLE 1 : Il est formé entre :

- **Les communes de** ARLANC, BERTIGNAT, COURPIERE, DORE L'EGLISE, LA CHAISE DIEU, LA CHAPELLE GENESTE, LA CHAPELLE AGNON, MAYRES, ST ALYRE d'ARLANC, ST SAUVEUR LA SAGNE , SEMBADEL, TOURS SUR MEYMONT ;
- **La Communauté de communes** du pays d'OLLIERGUES par représentation substitution pour partie de son territoire (OLLIERGUES, MARAT, ST GERVAIS SOUS MEYMONT et VERTOLAYE),
- **La communauté de communes** Livradois Porte d'Auvergne par représentation substitution pour partie de son territoire (MARSAC EN LIVRADOIS),
- **La Communauté de communes** du pays d'AMBERT par représentation substitution pour partie de son territoire (AMBERT, CHAMPETIERES, JOB et ST FERREOL DES COTES),

Un syndicat qui prend la dénomination : **Syndicat mixte de la ligne ferroviaire Peschadoires – Sembadel.**

Le siège du Syndicat est fixé en Mairie d'AMBERT – BP 70 – boulevard Henri IV 63600 AMBERT. Il peut être transféré en tout autre lieu appartenant à une des collectivités membre par simple décision du Conseil Syndical.

Le Conseil Syndical pourra se réunir dans l'une quelconque des collectivités membres.

ARTICLE 2 : Le Syndicat a pour objet :

↳ de procéder à l'acquisition des terrains, ouvrages d'art et immeubles nécessaires à l'exploitation de la ligne sur le territoire des collectivités membres et, le cas échéant, conclure les conventions nécessaires avec la SNCF.

↳ de négocier avec Réseau ferré de France (RFF), en même temps que l'acquisition des terrains pour l'extension ou l'exploitation de la ligne et pour les communes qui le souhaitent, les emprises nécessaires à une exploitation permettant une exploitation à des fins touristiques ou économiques.

↳ d'assurer la maîtrise d'ouvrage des travaux en vue de la réouverture, de la remise en état et des opérations de gros entretien de la ligne ferroviaire sur le territoire des collectivités membres.

↳ de conclure les conventions préalables en vue de l'exploitation de la ligne ferroviaire.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'approuver cette modification des statuts, telle qu'elle est précisée supra.

2) De charger Monsieur Le Président de transmettre la présente délibération, ainsi que les modifications ci-dessus précisées, à Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme ainsi qu'à l'ensemble des collectivités membres.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

IV/3 - ADHESION DE NOUVELLES COMMUNES A L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER SMAF.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire expose au Conseil municipal :

Les communes de :

ANGLARDS DE SALERS, par délibération en date du 5 décembre 2008 (département du Cantal),

GRANDRIF, par délibération en date du 27 septembre 2008,

SAINT BONNET LE BOURG, par délibération en date du 22 août 2008,

SAINT MARTIN DES OLMES, par délibération en date du 16 septembre 2008,

SAINTE CATHERINE DU FRAISSE, par délibération en date du 5 juillet 2008,

VARENNES SUR USSON, par délibération en date du 3 octobre 2008,

VIRLET, par délibération en date du 6 septembre 2008,

ont demandé leur adhésion à l'Etablissement public foncier.

Le conseil d'administration dans ses délibérations des 24 septembre, 19 novembre, 16 décembre 2008 a accepté ces demandes et l'assemblée générale de l'EPF réunie le 8 décembre a donné un avis favorable.

Conformément aux dispositions de l'article VI des statuts, les organes délibérants des collectivités territoriales, membres de l'EPF-Smaf doivent ratifier cette demande d'adhésion.

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'approuver l'adhésion des communes de Anglards de Salers, Grandrif, Saint Bonnet le Bourg, Saint Martin des Olmes, Sainte Catherine du Fraisse, Varennes sur Usson et Virlet à l'Etablissement Public Foncier SMAF.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

V – AFFAIRES FINANCIERES

V/1 - SUPPRESSION DE LA REGIE AUTONOME DU CINEMA REX A LA DATE DU 31 DECEMBRE 2008.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération du 6 juillet 2001 créant une régie à autonomie financière sans personnalité morale pour assurer la gestion du Cinéma le Rex de Courpière,

Vu la délibération du 30 novembre 2001 créant une régie de recettes pour encaisser les droits d'entrée au cinéma,

Considérant le souhait de la municipalité de ne plus gérer le cinéma après le 31 décembre 2008,

Considérant l'accord de l'association Courpière Cinéma pour reprendre cette gestion à partir du 1^{er} janvier 2009,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

1) De supprimer la Régie Autonome du Cinéma Rex à la date du 31 décembre 2008.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

V/2 – AUTORISATION DE MANDATEMENT DES FACTURES DE REFECTION DE L'ETANCHEITE DE LA TOITURE ET DE LA TERRASSE DU CINEMA POUR UN MONTANT DE 9 786,58 EURO ET DE TRAVAUX DES CHEMINS POUR UN MONTANT DE 52 885,38 EURO.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L612 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur l'encadrement des émissions de mandats avant le vote du budget primitif, et notamment sur les crédits de dépenses d'investissement,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'autoriser le mandatement des factures suivantes sur le budget principal :

Fournisseur	Désignation et imputation	Montant TTC
ECB	Réfection étanchéité toiture et terrasse du Cinéma 21318 / op 366 / 3140 / 0254	9 786,58 €
Billet	Travaux de voirie 2312 / op 54 / 8220 / 0111	51 765,92 €
Billet	Travaux de voirie 2312 / op 54 / 8220 / 0111	1 119,46 €

2) De dire que les crédits seront inscrits au budget primitif 2009.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer.

V/3 – ADMISSION EN NON VALEUR SUR LE BUDGET DE LA COMMUNE POUR UN MONTANT DE 160,00 EURO.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2311-1 à 3, L2312-1 à 4 et L2313-1 et suivants,

Vu l'état des taxes et produits irrécouvrables émis par la trésorerie de Courpière,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler les dettes de transport scolaire de Madame ALVES Irène Alcina pour un montant total de 160 euro, pour cause de PV de carence,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'adopter l'admission en non valeur pour un montant de **160 Euro**, à inscrire au compte 654 'Pertes sur créances irrécouvrables'.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

V/4 – ADMISSION EN NON VALEUR SUR LE BUDGET EAU POUR UN MONTANT DE 1 443,34 EURO.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2311-1 à 3, L2312-1 à 4 et L2313-1 et suivants,

Vu l'état des taxes et produits irrécouvrables émis par la trésorerie de Courpière,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler les dettes d'eau de Madame ALVES Irène Alcina pour un montant de 1 248,27 euro, pour cause de PV de carence,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler les dettes d'eau de la société de transports GAUMY pour un montant de 118,50 euro, pour cause d'insuffisance d'actif,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler les dettes d'eau de Monsieur RIQUEUR Pascal pour un montant de 76,57 euro, pour cause de surendettement et décision d'effacement de dette,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'adopter l'admission en non valeur pour un montant de **1 443,34 Euro**, à inscrire au compte 654 'Pertes sur créances irrécouvrables'.

Le Conseil Municipal est invité à délibérer.

V/5 – ADMISSION EN NON VALEUR SUR LE BUDGET ASSAINISSEMENT POUR UN MONTANT DE 1 121,56 EURO.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2311-1 à 3, L2312-1 à 4 et L2313-1 et suivants,

Vu l'état des taxes et produits irrécouvrables émis par la trésorerie de Courpière,

Considérant qu'il y a lieu d'annuler les dettes de redevance assainissement de Madame ALVES Irène Alcina pour un montant de 1 121,56 euro, pour cause de PV de carence,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'adopter l'admission en non valeur pour un montant de **1 121,56 Euro**, à inscrire au compte 654 'Pertes sur créances irrécouvrables'.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VI - AFFAIRES DU PERSONNEL

VI/1 – CREATION DE DEUX POSTES D'ADJOINT TECHNIQUE DE 2EME CLASSE A TEMPS NON COMPLET (24/35EME).

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant la fin de deux contrats d'accompagnement vers l'emploi et la nécessité de continuité du service public,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'accepter la création de deux postes d'adjoint technique de 2^{ème} classe à temps non complet (24/35^{ème}) à compter du 17 mars 2009.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VI/2 – CREATION D'UN POSTE D'ADJOINT DU PATRIMOINE DE 2EME CLASSE A TEMPS COMPLET AVEC SUPPRESSION SIMULTANEE D'UN POSTE D'ADJOINT DU PATRIMOINE A TEMPS NON COMPLET (17,5/35EME) ET D'UN POSTE D'ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2EME CLASSE A TEMPS NON COMPLET (17,5/35EME).

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant les nouvelles missions proposées et acceptées par un agent titulaire de la commune,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

1) D'accepter la création d'un poste d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} mars 2009.

2) D'accepter la suppression simultanée d'un poste d'adjoint du patrimoine de 2^{ème} classe à temps non complet (17,5/35^{ème}) et d'un poste d'adjoint administratif de 2^{ème} classe à temps non complet (17,5/35^{ème}) à la même date.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VI/3 – CREATION D’UN POSTE D’ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CLASSE A TEMPS COMPLET.

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Considérant la proposition d’avancement de grade effectuée auprès de la commission administrative paritaire pour un adjoint administratif de 1^{ère} classe,

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal :

1) D’accepter la création d’un poste d’adjoint administratif principal de 2^{ème} classe à temps complet à compter du 1^{er} mars 2009.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VII – AFFAIRES URBAINES ET TRAVAUX

VII/1 - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DU CONSEIL REGIONAL – TRAVAUX D’URGENCE VITRAUX ET TOITURE DE L’EGLISE SAINT MARTIN.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur le Maire rappelle que l’église St Martin nécessite des travaux urgents de réparation dans l’attente de sa rénovation complète qui devrait intervenir en 2009.

Le coût des travaux est estimé à 25 000 €uros H.T. qui comprennent dans un premier temps diverses réparations des vitraux de l’église et dans un deuxième temps des travaux de couverture sur le croizet du transept sud-est.

Considérant l’intérêt de ces réalisations,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) De décider de la réalisation des travaux de réparations de l’église de St Martin concernant la reprise des vitraux endommagés et de la couverture du croizet du transept sud-est dont le montant est estimé à 25 000 € H.T.

2) De solliciter l’attribution, au niveau le plus élevé possible, des subventions auprès du Conseil Régional.

3) De s’engager à mettre en place le financement nécessaire.

4) De dire que les crédits seront prévus au budget primitif 2009.

Coût de revient prévisionnel

EGLISE ST MARTIN-COURPIERE

Travaux sur les vitraux et la couverture du Croizet du transept sud-est .

	Dépenses en €uro
Total des travaux H.T.	25 000
T.V.A. 19,60 %	4 900
Montant T.T.C.	29 900

Plan de financement

Dépenses H.T.	25 000 €
Emprunts ou fonds propres	5 000 €
Part Etat (38,5 % sur montant H.T. des travaux)	9 625 €
Part Conseil Général (31,5% sur montant H.T. des travaux)	7 875 €
Part Conseil Régional (10% sur montant H.T. des travaux)	2 500 €

Note explicative du projet

Monsieur le Maire présente au conseil municipal le descriptif des travaux de restauration des vitraux et de la couverture du croizet.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VII/2 – PRIME DE RAVALEMENT DE FACADE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2311-1 à L.2311-3, L.2312-1 à L.2312-4 et L.2313-1 et suivants,

Vu la délibération du 12 mai 1989 relative aux subventions communales pour le ravalement des façades vues du domaine public,

Vu l'arrêté du 29/08/2008 autorisant les travaux de ravalement de façade pour l'immeuble situé 52 rue Honoré de Balzac à Courpière, appartenant à Madame MISSONNIER Viviane,

Vu le dossier dûment rempli de Madame MISSONNIER Viviane pour une demande d'aide au ravalement de façade,

Vu les factures acquittées présentées par MISSONNIER Viviane,

Considérant que Madame MISSONNIER Viviane est éligible au titre de la prime de ravalement de façade pour l'immeuble situé 52 rue Honoré de Balzac à COURPIERE 63120,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'accepter le versement de la prime de ravalement de façade fixée à 457,40 Euros à Madame MISSONNIER Viviane.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VII/3 – PRIME DE RAVALEMENT DE FACADE DE L'AVENUE DE THIERS.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2311-1 à L.2311-3, L.2312-1 à L.2312-4 et L.2313-1 et suivants,

Vu la délibération du Conseil municipal du 30/03/2007 relative aux primes de ravalement de l'Avenue de Thiers,

Vu les factures acquittées d'un montant total de 6167,29€ TTC présentées par Monsieur FERREIRA ANDRADE Antonio,

Vu le constat établi le 09/02/2009,

Considérant le dossier dûment rempli de Monsieur FERREIRA ANDRADE Antonio, pour une demande d'aide au ravalement de façade de son bien situé 5 avenue de Thiers à Courpière,

Considérant que Monsieur FERREIRA ANDRADE Antonio s'engage à rembourser la commune du montant de la subvention allouée si les clauses émises dans le constat du 09/02/2009, ne sont pas respectées,

Monsieur le Maire expose que Monsieur FERREIRA ANDRADE Antonio est éligible au titre de la prime de ravalement de façade pour son bien sis 5 avenue de Thiers à COURPIERE 63120,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'accepter la prime de ravalement de façade fixée à 1850,19 Euros, correspondant à 30% du montant des factures acquittées,

2) D'inscrire les crédits au compte 6574 « Subvention de fonctionnement »,

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VII/4 – VALIDATION DU REGLEMENT D'ASSAINISSEMENT COMMUNAL.

→ Le règlement d'assainissement communal est joint à la note de synthèse.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Santé Publique,

Considérant la nécessité d'établir un règlement pour la régie communale d'assainissement,

Considérant que le présent règlement a pour objet de définir les conditions et les modalités auxquelles est soumis le déversement des eaux dans les réseaux d'assainissement de Courpière,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal :

1) D'Adopter le règlement communal d'assainissement.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VII/5 – CONVENTION DE DEVERSEMENT DES EAUX USEES D'UNE PARTIE DU TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE SAUVIAT DANS LE RESEAU DE COURPIERE.

→ La convention est jointe à la note de synthèse.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du Conseil Municipal de Courpière en date du 21/05/1974,

Vu la convention de travaux du 02/08/1974 entre la commune de Sauviat et la commune de Courpière,

Vu la demande de la commune de SAUVIAT en date du 13/11/2008 pour l'établissement d'une convention de déversement dans le réseau d'assainissement de la commune de Courpière vers l'unité de traitement du bourg,

Vu le règlement d'assainissement de Courpière approuvé par délibération du 17/02/2009,

Considérant qu'une partie du lieu-dit de Lastioulas sur la commune de SAUVIAT déverse ses eaux usées dans le réseau d'assainissement collectif de Courpière depuis 1974,

Considérant la possible augmentation des rejets dans le réseau de Courpière par l'élaboration de la carte communale de Sauviat,

Considérant l'état actuel des réseaux depuis le village de Lastioulas à la station d'épuration permettant le transit des eaux usées du secteur concerné et la situation actuelle de la station d'épuration de Courpière ; ces nouveaux effluents pourront être supportés par l'unité de traitement existante.

Le Maire propose au Conseil municipal :

1) De valider la convention annexée.

2) D'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

Le Conseil municipal est invité à délibérer.

VIII – QUESTIONS DIVERSES